

COUR D'ALGER**Ouverture aujourd'hui
du procès des
émeutiers de janvier 2011**

C'est aujourd'hui que s'ouvre, au niveau de la cour d'Alger, le procès d'une vingtaine de personnes poursuivies en assises pour les chefs d'inculpation «de destruction de biens publics et privés, vol qualifié, atteinte à l'ordre public, outrage à corps constitué, etc.»

Les mis en cause, en détention préventive depuis plusieurs mois, ont été interpellés au lendemain des émeutes de janvier 2011.

Le procès était programmé lors de la session criminelle du printemps dernier, mais il a été renvoyé pour la session en cours à la demande de la défense. Selon des sources proches des avocats, les personnes impliquées dans cette affaire avaient fait l'objet d'interpellation quelques jours après les émeutes de janvier 2011.

«Elles ont été arrêtées après avoir été filmées par des caméras de la Sûreté nationale en pleine opération de casse et de vol», indique-t-on du côté de l'accusation. Or, pour la défense, «il n'y a point de preuves concrètes qui attestent que les personnes poursuivies sont à l'origine de toutes les casses».

Le chef d'inculpation d'«appartenance à une association de malfaiteurs est infondé, dans la mesure où la vingtaine de personnes mises en cause ne se connaissent pas et qu'elles ne résident pas au niveau du même quartier», ajoute-t-on. Il est à noter qu'une quinzaine d'avocats assure la défense des mis en cause.

Pour rappel, la subite augmentation des prix de certains aliments de base, tels que le sucre, l'huile et la farine, a fait sortir dans la rue les habitants de plusieurs quartiers de la capitale et de certaines wilayas du pays. Ainsi, des jeunes avaient barricadé les routes au niveau de leurs quartiers respectifs pour dénoncer la flambée des prix.

A. Bettache**CITÉS DANS UNE ÉNIÈME AFFAIRE LIÉE AU TERRORISME****Hattab et El-Para de nouveau
devant les assises**

Journée particulière jeudi prochain au niveau de la cour d'Alger. Et pour cause, il est programmé un procès où sont cités et poursuivis une douzaine de terroristes, dont des chefs du GSPC et de l'Aqmi. Il s'agit de Hassan Hattab, alias Abou Haydara, «ex-émir» national du GSPC, Amari Saïfi, alias «Abderrezak El Para», et Abdelmalek Droukdel, actuel «émir» national d'Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les mis en cause sont accusés, selon l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation, de «constitution d'association de malfaiteurs, de vols qualifiés et de détérioration des biens de l'Etat».

Selon des sources judiciaires, les faits remontent à 2006 lorsque les forces de sécurité se sont accrochées avec des terroristes au lieu-dit Haïzer, dans la wilaya de Bouira.

L'opération s'est soldée par l'élimination de quatre terroristes et l'arrestation d'un autre nommé Toumi Mohamed, «principal accusé dans cette affaire», ayant à son actif la mort de «trois éléments des forces de sécurité».



Photo : Samir Sid

La cour d'Alger abritera un procès particulier.

Lors de son audition, le prévenu a reconnu les faits retenus contre lui, à savoir l'adhésion à un groupe terroriste activant dans la région de Bouira. Il a également reconnu la responsabilité de son groupe dans plusieurs opérations terroristes, assassinats et enlèvements. La même instance jugera, par ailleurs, le même jour, l'affaire de sept autres présumés terroristes impliqués dans des «massacres de civils et des attentats à l'explosif dans des endroits publics et dans les marchés, ayant

occasionné plusieurs morts et des blessés».

Les sept individus (tous en détention) doivent aussi répondre des chefs d'inculpation d'assassinat, d'enlèvement et de viol. Il est à rappeler que Hassan Hattab, ancien chef du Groupe islamique armé (GIA), l'un des fondateurs et ex-«émir» national du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), s'est rendu aux services de sécurité, il y a quelques années.

A. B.**ÉLECTION DE MOHAMED MORSI****Satisfecit des islamistes algériens**

Les principaux leaders islamistes algériens se sont félicités, hier, de l'élection de Mohamed Morsi au poste de président de la République égyptienne.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les formations politiques algériennes ont applaudi la victoire du candidat des Frères musulmans au scrutin présidentiel égyptien.

Le Mouvement de la société pour la paix, qui se revendique de la même tendance que la formation de Mohamed Morsi, félicite le peuple égyptien. «Le Mouvement de la société pour la paix félicite le peuple pour la réussite et pour

l'engouement qui ont caractérisé cette élection ainsi que pour la neutralité et la crédibilité dont a fait preuve l'appareil judiciaire», note ce parti sur son site internet.

Le MSP félicite également les Egyptiens d'avoir su «protéger leur révolution». La formation de Aboudjerra Soltani estime que le succès de Morsi est le résultat «d'un long parcours de militantisme en faveur de la renaissance

islamique». De son côté, Hamlaoui Akouchi, le secrétaire général du Mouvement Ennahda, a rendu hommage en des termes fort élogieux à «l'Égypte, grande sœur de tous les Arabes», suite à l'élection de Morsi. «Ceci est une réussite rendue possible grâce à la patience du peuple égyptien et des Frères musulmans qui aura duré de longues années.»

Le Front pour la justice et le développement de Saâd Abdallah Djaballah a choisi de s'adresser sur un ton plus «religieux» au nou-

veau président égyptien et à son peuple. Le FJD estime que le pouvoir égyptien, dans sa configuration islamiste, aura à jouer un rôle majeur dans la lutte contre «la répression et l'exploitation» tout comme, par le passé, il a joué un rôle dans la lutte contre «le colonialisme et le pillage».

Mais Abdelaziz Bouteflika a été le premier responsable politique à avoir félicité officiellement le nouveau chef de l'Etat égyptien. «A l'occasion de votre élection à la présidence de la République arabe

d'Égypte, j'ai grand plaisir à vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens, et en mon nom personnel, mes chaleureuses félicitations, auxquelles je joins mes vœux de succès dans votre noble mission, priant Dieu Tout-Puissant d'accorder au grand peuple égyptien davantage de progrès et de prospérité sous votre direction éclairée», a écrit le président Bouteflika, quelques heures seulement après l'annonce de la victoire de Mohamed Morsi.

T. H.**ENTREPRENARIAT SOCIAL****L'Algérie à la traîne**

Thorkil Sonne est un informaticien danois dont le fils est autiste. Des caractéristiques fréquentes chez cette catégorie de personnes, aux besoins spécifiques, se révèlent à lui «très adaptées pour des activités de test et de contrôle qualité de logiciels». Meticulosité, sensibilité aux détails, mémoire, facilité à mener des actions répétitives...

Il fonde Specialisterne (spécialistes), entreprise spécialisée dans le domaine. Elle compte, à l'heure actuelle, une bonne cinquantaine d'employés dont les trois quarts sont des autistes et travaille avec de grands comptes comme Microsoft et Oracle.

Pari réussi pour ce monsieur qui a fait de ce handicap – l'autisme –, une force économique. Specialisterne voit désormais grand. Elle se développe à l'étranger et vise à créer à terme un million d'emplois pour les per-

sonnes autistes. C'est un exemple d'«entrepreneuriat social», parmi tant d'autres, plus innovants encore.

Le commerce équitable (celui des produits certifiés bio) est la forme la plus connue. Or, ce concept d'entrepreneuriat social est un concept nouveau ou, plutôt, relativement nouveau. Il est au cœur d'une dynamique économique mondiale en plein essor qui se veut correctrice du capitalisme en crise. Les réseaux internationaux se mettent en place et les entrepreneurs se copient les uns les autres. Il s'agit de «concilier entre les intérêts privé et général» en tirant le meilleur des deux logiques.

Tarik Ghezali, expert en entrepreneuriat social, a défini le concept à la faveur d'une conférence donnée, hier, à la salle Atlas de l'hôtel Sofitel d'Alger, lors d'un déjeuner-débat organisé par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), avec le soutien de la fondation allemande Friedrich Naumann. Intitulée «L'entrepreneuriat social, une opportunité

pour l'Algérie : mettre l'entreprise privée au cœur de l'intérêt général», la conférence recommande de bonnes pratiques en la matière et explore des pistes d'action en Algérie. Et les pistes ne manquent pas. Les secteurs d'activité des «entreprises sociales» sont aussi variés que les besoins de l'homme : les soins, l'éducation, le logement, la nourriture, le travail...

L'Algérie se trouve en tout cas à la traîne du mouvement, en dépit du potentiel existant. Un potentiel fait de «traditions religieuses et communautaires de solidarité, 500 coopératives (20 000 salariés), 30 mutuelles (3 700 salariés) et quelques entrepreneurs sociaux, à l'image de Hadj Khelil, cité en exemple par Tarik Ghezali». Ce dernier dirige l'entreprise Bionoor qui produit des dattes bio à Ouargla.

Elle importe et distribue en France des produits du monde entier issus de l'agriculture bio en Algérie et «permet, selon le conférencier, aux producteurs algériens de vivre mieux en leur payant un prix supérieur

à celui du marché...». Et ce n'est pas de la philanthropie ! «Ça peut paraître utopique mais l'objectif est d'assurer la pérennité de l'outil de production», explique-t-il. L'entreprise Bionoor, à titre d'exemple, distribue 100 tonnes de dattes par an (grande distribution, restauration collective, épicerie fine).

Il recommande de s'inscrire dans une vision internationale et de mettre en place, en temps réel, des outils structurants pour le développement de l'entrepreneuriat social (fonds d'investissement, statut juridique...).

Et de «s'inspirer, dupliquer et adapter les expériences réussies ailleurs aux spécificités locales».

Tout, selon lui, passe par une action soutenue de communication et de sensibilisation. Il faut bousculer deux idées reçues bien ancrées : que l'entrepreneur se préoccupe surtout d'enrichissement personnel et que le «social» est nécessairement le monopole des pouvoirs publics.

L. H.